



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 25 novembre 2024

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble ! »

Charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années.

Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux.

Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires d'un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé.

Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella.

Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante.

L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours.

Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Mardi 26, on sort contre l'accord !

Nous étions nombreux jeudi dernier rassemblés contre le nouveau plan de régression sociale de Renault. Une nouvelle mobilisation a été votée pour ce mardi, car il faut passer à la vitesse supérieure.

C'est pour imposer des reculs que la direction nous menace avec la concurrence chinoise, surtout dans le contexte des plans de licenciements qui s'accumulent en ce moment. Pas question de céder au chantage. Nous sommes tous concernés par les attaques. Renault a organisé son calendrier de « négociations » afin de passer en force en décembre. Mais qu'il soit négocié ou pas, cet accord, on n'en veut pas !

Alors montrons-le ce mardi à la direction en sortant massivement à 10h.

Vol de congés en bande organisée

Le nouvel accord triennal prévoit que les salariés cadres se feront piquer 3 à 4 jours par an de congés d'ancienneté ou de RTT.

La direction prévoit pour eux un nouveau mode de calcul des RTT : plutôt que d'appliquer la règle valable pour tous les salariés, leur nombre de jours de RTT variera en fonction du nombre de samedis, de dimanche et de fériés tombant en semaine. Sur le long terme, cela leur fera perdre des jours.

Ça travaille dur à la direction, quant il faut faire des économies sur le dos des salariés.

Coup de stress ?

Est-ce un signe de nervosité ? On a reçu au sujet du vol de RTT un genre « d'explication » de la part des RH centraux, censé expliquer que la situation actuelle est anormale et que les contrats de travail des cadres prévoient 218 jours d'activité dans l'année. Il faut donc remettre de l'ordre dans tout ça avec l'accord.

Sauf qu'à bien lire, ce sont eux qui sont passés un peu vite sur le Code du travail. Et leur argument est bidon. Message aux RH: attention au burn-out !

Et une baisse de revenu en prime !

Contrairement à ce qu'elle avait indiqué lors du démantèlement de Renault en filiales, les salariés sont impactés. Dans son projet d'accord, la direction profite du changement pour annuler les augmentations automatiques à 10 et 20 ans d'ancienneté des cadres passés à Ampère.

Elle veut les remplacer par des primes, évidemment moins favorables qu'un pourcentage de hausse des salaires. Moins de congés, pas d'augmentations... ça donne envie de passer à l'action.

Pas de jaloux

On peut être sûrs que si cet accord passe, la direction en profitera pour s'attaquer par la suite aux ouvriers et aux techniciens, puisque ces « privilégiés » auront plus de congés d'ancienneté que les cadres.

Quand ils s'en prennent à une catégorie de travailleurs, c'est tout le monde qui est dans le viseur.

Vive le dialogue social

Début 2024, la direction avait signé avec la CFDT, FO et la CFE-CGC un accord sur les droits individuels qui allongeait le délai pour obtenir 5 jours de congés d'ancienneté, de 5 à 8 ans. Avant même son application en 2025, elle veut déjà revenir dessus pour appliquer un autre mode de calcul défavorable à la grande majorité des salariés au statut cadre.

Mais soyons rassurés, une fois de plus, ces « syndicats » n'hésiteront pas à accompagner les mauvais coups de la direction.

Une méthode bien connue

Des RCC « souples et agiles » : c'est comme ça que la direction nous vend les futurs plans de départ volontaires. Non plus à l'échelle de l'entreprise, mais par filiale, voire même par secteur, pour tailler là où les travailleurs ne seront pas assez rentables.

Dégager les uns, pressurer les autres, enfoncez tout le monde... C'est la méthode « agile Le Borgne » ?

Mauvais Senard

Interrogé par la presse sur la crise dans le secteur automobile et un éventuel plan social, Jean-Dominique Senard a répondu : « *Nous n'avons aucun sujet chez Renault* ». On est rassurés !

Mais alors, la possibilité prévue par l'accord triennal de déclencher des RCC, c'est pour quoi faire ?

Michelin Cholet : le bras de fer continue

Après l'annonce de fermeture de 2 sites Michelin à Cholet et Vannes, les salariés de Cholet se sont mis en grève et bloquent l'usine. La direction a envoyé les huissiers pour mettre la pression et fait convoquer des salariés au tribunal. Michelin ose parler de « l'urgence d'une reprise rapide de l'activité » alors que le groupe va laisser sur le carreau des centaines de familles.

Les salariés ont raison de se battre. Ce n'est que comme ça qu'ils défendront leur peau. En s'unissant à d'autres, ils pourraient faire reculer les patrons voyous.

Elon Musk : les profits à tout prix

Donald Trump a nommé Elon Musk à la tête d'un futur « ministère de l'efficacité gouvernementale », pour réduire d'un tiers le budget fédéral des USA. Le patron de Tesla est connu pour les méthodes musclées qu'il applique dans ses entreprises pour baisser les coûts et augmenter la productivité (donc les profits !).

Dans les usines Tesla de Reno (Nevada) et de Fremont (Californie) des systèmes de sécurité ont été supprimés car ils ralentissaient les chaînes de montage. Bilan : le taux d'accident y est supérieur de 30 % à la moyenne de l'industrie automobile. Une preuve de plus que l'extrême droite est l'ennemie des travailleurs.